

Questions orales

[Français]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA POSITION DU CHEF DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, hier nous avons vu encore une fois le comportement «québécois» de ce gouvernement et du premier ministre (M. Mulroney). Imaginez-vous un président d'une centrale syndicale qui convoque ses membres pour faire rapport de la négociation de leur convention collective. Rendu à l'assemblée, le président de la centrale syndicale dit à ses membres: Maintenant que vous êtes à l'assemblée, je m'excuse, je ne peux pas vous donner les explications sur le contenu des négociations parce que cela pourrait nuire à celles-ci. Monsieur le Président, le comportement naïf du premier ministre et du gouvernement là-dessus est, je pense, inacceptable et hier nous avons vu la position de notre chef; le chef libéral était clair, net et précis dans les positions au niveau des négociations sur le libre-échange.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LA SOUVERAINETÉ CANADIENNE

LE LIBRE-ÉCHANGE—LA DÉFENSE NATIONALE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je veux m'adresser au premier ministre. Hier, le premier ministre n'a pas abordé la question de la souveraineté canadienne dans son discours sur le libre-échange, notre souveraineté, notre indépendance nationale.

Maintenant, il est clair que le Président Reagan des États-Unis sait fort bien ce qu'il veut tirer, lui, de ces négociations sur le libre-échange et sur les pluies acides: que le Canada devra sacrifier son indépendance en matière de défense. Le premier ministre sait-il que les Canadiens ne permettront jamais aux États-Unis de nous dicter notre politique sur la défense en échange d'un accord sur le libre-échange?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, tout d'abord il y a deux déclarations inexacts du chef de l'opposition. Premièrement, il dit que je n'ai pas abordé la question de la souveraineté nationale hier, alors que je l'ai abordée amplement et avec mes collègues et nous avons dit que tout le processus visait à protéger et à renforcer davantage notre souveraineté nationale.

En deuxième lieu, en ce qui concerne sa suggestion au sujet du Président Reagan...

Une voix: C'est faux!

M. Mulroney: Là également c'est faux. Il n'y a aucun lien de quelque nature que ce soit entre nos obligations relatives à la défense nationale et quelque autre aspect de notre vie nationale. Il n'y a aucune mention de cela en aucune circonstance par qui que ce soit à l'intention du gouvernement du Canada.

● (1420)

[Traduction]

LA PRÉSENTATION DU LIVRE BLANC SUR LA DÉFENSE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question supplémentaire concerne le rapport entre le libre-échange et la défense. Ce matin, le ministre et les fonctionnaires du premier ministre ont fourni des réponses très prudentes. Le Livre blanc du gouvernement sur la défense nous est promis depuis plusieurs mois. Le premier ministre va-t-il nous révéler la teneur de sa politique de défense avant de rencontrer le président des États-Unis, au début d'avril, ou le président va-t-il apporter le document avec lui?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Je tiens à préciser qu'il n'y a jamais eu le moindre rapport entre la défense nationale et les négociations bilatérales. Ma présence ou celle d'un de nos ministres ou fonctionnaires n'a jamais signifié l'existence de tels liens.

En ce qui concerne le Livre blanc que le ministre de la Défense nationale doit présenter, le député n'ignore pas que depuis notre arrivée au pouvoir, nous avons déjà augmenté notre participation à l'OTAN. Nous avons déjà envoyé 1 200 hommes et femmes de plus à l'OTAN et nous espérons faire davantage. Nous ne vivons pas dans un pays neutre. Notre gouvernement tient à ranger clairement le Canada du côté de nos alliés et de la liberté et c'est ce dont témoigne le Livre blanc.

Des voix: Bravo!

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'ai une autre question à poser au sujet du libre-échange et de notre souveraineté. Hier, dans les discours qu'ils ont prononcés à la Chambre sur le libre-échange, le premier ministre et la ministre du Commerce extérieur ont avoué n'avoir aucune politique en vue d'assurer l'égalité entre les régions et l'expansion économique régionale. Le gouvernement s'est contenté d'abolir nos programmes. Hier, le premier ministre a dit compter sur l'accord de libre-échange qu'il espère conclure avec les États-Unis pour sauver les régions défavorisées. Si la politique d'expansion régionale du Canada n'est pas négociable, comme le premier ministre l'a promis hier, pourquoi la motion sur le libre-échange que nous examinons cet après-midi ne fait-elle pas la moindre allusion à l'égalité des régions ou à l'expansion régionale?